
1922

*Publié pour la première fois en 1956
dans le n° 9 de la revue Kommounist*

Ouvres, t. 36, pp. 618- 624

Lénine

LA QUESTION DES NATIONALITÉS OU DE L'«AUTONOMIE» ^[1]

Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes soviétiques.

En été, au moment où cette question s'est posée, j'étais malade, et en automne j'ai trop compté sur ma guérison et aussi sur l'espoir que les sessions plénières d'octobre et de décembre ^[2] me permettraient d'intervenir dans cette question. Or, je n'ai pu assister ni à la session d'octobre (consacrée à ce problème), ni à celle de décembre ; et c'est ainsi que la question a été discutée presque complètement en dehors de moi.

J'ai pu seulement m'entretenir avec le camarade Dzerjinski qui, à son retour du Caucase, m'a fait savoir où en était cette question en Géorgie. J'ai pu de même échanger deux mots avec le camarade Zinoviev et lui dire mes craintes à ce sujet. De la communication que m'a faite le camarade Dzerjinski, qui était à la tête de la commission envoyée par le Comité central pour «enquêter» sur l'incident géorgien, je n'ai pu tirer que les craintes les plus sérieuses. Si les choses en sont venues au point qu'Ordjonikidzé s'est laissé aller à user de violence, comme me l'a dit le camarade Dzerjinski, vous pouvez bien vous imaginer dans

quel borbier nous avons glissé. Visiblement, toute cette entreprise d'«autonomie» a été foncièrement erronée et inopportune.

On prétend qu'il fallait absolument unifier l'appareil. D'où émanaient ces affirmations ? N'est-ce pas de ce même appareil de Russie, que, comme je l'ai déjà dit dans un numéro précédent de mon journal, nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ?

Sans aucun doute, il aurait fallu renvoyer cette mesure jusqu'au jour où nous aurions pu dire que nous nous portions garants de notre appareil, parce que nous l'avions bien en mains. Et maintenant nous devons en toute conscience dire l'inverse ; nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des autres pays et alors que prédominaient les préoccupations militaires et la lutte contre la famine.

Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que «la liberté de sortir de l'union» qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique. Il n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés, qui sont en proportion infime, se noieraient dans cet océan de la racaille grand-russe chauvine, comme une mouche dans du lait.

Pour appuyer cette mesure, on dit que nous avons créé les commissariats du peuple s'occupant spécialement de la psychologie nationale, de l'éducation nationale. Mais alors une question se pose : est-il possible de détacher ces commissariats du peuple intégralement ? Seconde question : Avons- nous pris avec assez de soin des mesures pour défendre réellement les allogènes contre le typique argousin russe ? Je pense que nous n'avons pas pris ces mesures, encore que nous eussions pu et dû le faire.

Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux «social-nationalisme». L'irritation joue généralement en politique un rôle des plus désastreux.

Je crains aussi que le camarade Dzerjinski, qui s'est rendu au Caucase pour enquêter sur les «crimes» de ces «social- nationaux», se soit de même essentiellement distingué ici par son état d'esprit cent pour cent russe (on sait que les allogènes russifiés forcent constamment la note en l'occurrence), et que l'impartialité de toute sa commission se caractérise assez par les «voies de fait» d'Ordjonikidzé. Je pense que l'on ne saurait justifier ces voies de fait russes par aucune provocation, ni même par aucun outrage, et que le camarade Dzerjinski a commis une faute irréparable en considérant ces voies de fait avec trop de légèreté.

Ordjonikidzé représentait le pouvoir pour tous les autres citoyens du Caucase. Il n'avait pas le droit de s'emporter, droit que lui et Dzerjinski ont invoqué. Ordjonikidzé aurait dû, au contraire, montrer un sang-froid auquel aucun citoyen ordinaire n'est tenu, à plus forte raison s'il est inculpé d'un crime « politique». Car, au fond, les social-nationaux étaient des citoyens inculpés d'un crime politique, et toute l'ambiance de cette accusation ne pouvait le qualifier autrement.

Ici se pose une importante question de principe : Comment concevoir l'internationalisme ?[3]

Lénine

30.XII.22.

Consigné par M.V.



Suite des notes.

31 décembre 1922.

La question des nationalités ou de l'« autonomie»

(suite)

J'ai déjà écrit dans mes ouvrages sur la question nationale qu'il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.

Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir. Il n'est que d'évoquer mes souvenirs de la Volga sur la façon dont on traite chez nous les allogènes : le Polonais, le Tatar, l'Ukrainien, le Géorgien et les autres allogènes du Caucase ne s'entendent appeler respectivement que par des sobriquets péjoratifs, tels «Poliatchichka», «Kniaz», «Khokhol », «Kapkazski tchélovek ».

Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite «grande» (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois et, par suite, ne peut que glisser à chaque instant vers les positions de la bourgeoisie.

Qu'est-ce qui est important pour le prolétaire? Il est important, mais aussi essentiel et indispensable, qu'on lui assure dans la lutte de classe prolétarienne le maximum de confiance de la part des allogènes. Que faut-il pour cela ? Pour cela il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation «impérialiste».

Je pense que pour les bolchéviks, pour les communistes, il n'est guère nécessaire d'expliquer cela plus longuement. Et je crois qu'ici nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de «social-nationalisme», (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique «social-national », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le

développement et la consolidation comme l'injustice nationale ; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux «offensés», que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité, fût-ce par négligence ou plaisanterie, par leurs camarades prolétaires. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, l'intérêt fondamental de la solidarité prolétarienne, et donc de la lutte de classe prolétarienne, exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée (ou petite) envers la nation qui opprime (ou grande).

Lénine

Consigné par M.V.

31.XII.22.



Suite des notes.

31 décembre 1922.

Quelles sont donc les mesures pratiques à prendre dans la situation ainsi créée ?

Premièrement, il faut maintenir et consolider l'union des républiques socialistes ; il ne peut exister aucun doute sur ce point. Cette mesure nous est nécessaire comme elle l'est au prolétariat communiste mondial pour combattre la bourgeoisie mondiale et pour se défendre contre ses intrigues.

Deuxièmement, il faut maintenir l'union des républiques socialistes en ce qui concerne l'appareil diplomatique. C'est d'ailleurs une exception dans notre appareil d'Etat. Nous n'y avons pas admis une seule personne quelque peu influente de l'ancien appareil tsariste. Dans son personnel les cadres moyens comme les cadres supérieurs sont communistes. Aussi a-t-il déjà conquis (on peut le dire hardiment) le nom d'appareil communiste éprouvé, infiniment mieux épuré des éléments de l'ancien appareil tsariste,

bourgeois et petit-bourgeois que celui dont nous sommes obligés de nous contenter dans les autres commissariats du peuple.

Troisièmement, il faut infliger une punition exemplaire au camarade Ordjonikidzé (je dis cela avec d'autant plus de regret que je compte personnellement parmi ses amis et que j'ai milité avec lui à l'étranger, dans l'émigration), et aussi achever l'enquête ou procéder à une enquête nouvelle sur tous les documents de la commission Dzerjinski, afin de redresser l'énorme quantité d'irrégularités et de jugements partiels qui s'y trouvent indubitablement. Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe.

Quatrièmement, il faut introduire les règles les plus rigoureuses quant à l'emploi de la langue nationale dans les républiques allogènes faisant partie de notre Union, et vérifier ces règles avec le plus grand soin. Il n'est pas douteux que, sous prétexte d'unité des services ferroviaires, sous prétexte d'unité fiscale, etc., une infinité d'abus de nature authentiquement russe, se feront jour chez nous avec notre appareil actuel. Pour lutter contre ces abus, il faut un esprit d'initiative tout particulier, sans parler de l'extrême loyauté de ceux qui mèneront cette lutte. Un code minutieux sera nécessaire, et seuls les nationaux habitant la république donnée sont capables de l'élaborer avec quelque succès. Et il ne faut jamais jurer d'avance qu'à la suite de tout ce travail on ne revienne en arrière au prochain congrès des Soviets en ne maintenant l'union des républiques socialistes soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant sous tous les autres rapports la complète autonomie des différents commissariats du peuple.

Il ne faut pas oublier que le morcellement des commissariats du peuple et le défaut de coordination de leur fonctionnement par rapport à Moscou et autres centres peuvent être suffisamment compensés par l'autorité du Parti, si celle-ci s'exerce avec assez de circonspection et en toute impartialité ; le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui en résulte pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtra après nous sur l'avant-scène historique dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de

l'Orient et au début de son réveil, nous ruinions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. Or, la journée de demain, dans l'histoire mondiale, sera justement celle du réveil définitif des peuples opprimés par l'impérialisme et du commencement d'une longue et âpre bataille pour leur affranchissement.

Lénine

31.XII.22.

Consigné par M.V.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1] Autonomie, projet d'organiser toutes les républiques formant la R.S.F.S.R. sur les bases d'autonomie. Le projet d'"autonomie" fut déposé par Staline. Lénine le critiqua sévèrement et proposa une solution foncièrement différente à cette question: formation de l'Union des républiques socialistes soviétiques englobant des républiques égales en droit. En décembre 1922 le 1er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. prit la décision de former l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. [N.E.]

[2] Il s'agit des sessions plénières du C.C. du P.C.(b)R. qui eurent lieu en octobre et décembre 1922 et qui délibérèrent du problème de la formation de l'U.S.S.R. [N.E.]

[3] Plus loin, dans les notes sténographiées, la phrase Je pense que nos camarades n'ont pas suffisamment compris cette importante question de principe » est barrée. [N.E.]
